

Appel à Communication

Ecole d'été 2011 du Réseau de Recherche sur l'Innovation –SITE Clersé

31 août 2011- 3 septembre 2011

Entrepreneuriat, Innovation et Développement Durable

En ce début de 21^{ème} siècle, la création d'entreprise constitue un enjeu économique et social de premier plan en termes de création d'emplois, d'activités industrielles et de services, d'innovations et de développement territorial. Ce n'est certes pas l'entrepreneur qui a envoyé l'homme sur la lune (Galbraith, 1968), mais c'est à partir d'un socle technique et scientifique structuré par l'Etat et les grandes entreprises, qu'une myriade de petites entreprises innovantes (Microsoft, Apple, Google, Facebook, etc.) ont été créées depuis ces trente dernières années. Ces entreprises structurent désormais avec un succès incontestable l'offre mondiale dans leur secteur d'activité. Ces événements industriels ont contribué à placer sur le devant de la scène économique mondiale un acteur que la croissance économique de l'après-guerre avait occulté : l'entrepreneur (Baumol, 1968). Défini par Jean-Baptiste Say comme l'intermédiaire entre le savant qui produit la connaissance et l'ouvrier qui l'applique à l'industrie, l'entrepreneur est aujourd'hui conçu comme le chaînon (souvent) manquant entre la science et l'industrie (Audretsch, 2006). Par l'acte d'entreprendre, des individus imaginatifs et ambitieux innove, contribuant à révolutionner les modes de production et de consommation. Le développement économique et industriel favorise sans cesse l'apparition de nouvelles opportunités d'investissement rythmée par le mouvement de la vague de destruction créatrice ou bien de... création créatrice. C'est ainsi que les perspectives plus ou moins lointaines de l'épuisement des énergies fossiles ou des catastrophes naturelles provoquées par le réchauffement climatique, constituent autant d'opportunités de créer et d'entreprendre. Dans tous les pays industriels et en développement, de nombreuses entreprises sont créées, dans les activités « vertes » (nouveaux matériaux, éco-construction, nouvelles énergies, etc.), répondant aux injonctions d'un nouveau modèle de développement, celui du développement durable. Cette dynamique entrepreneuriale dans les activités vertes s'inscrit aussi dans une redéfinition de la dimension territoriale des économies nationales. Nombre de régions, en Europe ou dans le monde, connaissent de grandes difficultés après que soit retombé le coup de soufflet étatique donné au début des années 1950 pour impulser le développement d'activités industrielles fortement capitalistiques (sidérurgie, raffinage, etc.).

Mais, derrière cet aspect mythique (voire romanesque) de la création d'entreprise, se dissimulent des enjeux plus prosaïques. Créer une entreprise, c'est aussi créer son emploi, y compris pour des catégories particulières d'individus ayant des difficultés d'insertion sur le marché du travail (femmes, immigrés, jeunes, etc.), dans un contexte économique difficile marqué par une forte incertitude et un taux de chômage élevé. C'est ce qui explique la multiplication de mesures de politique économique visant à faciliter la création d'entreprise (alléger la procédure administrative de la création d'entreprise, développer les marchés financiers et le capital-risque, etc.) et/ou à faciliter la transition de la situation de salarié à celle d'entrepreneur et inversement (faciliter les licenciements et les embauches), selon la conjoncture économique. Dans ce contexte économique nouveau, marqué par le repli de l'Etat-providence et les stratégies d'externalisation des grandes

entreprises, de nouvelles opportunités de création d'entreprises apparaissent, notamment dans le secteur des services.

A la croisée de plusieurs défis, le capitalisme de ce début de siècle se transforme : création d'emplois, d'activités nouvelles, développement durable, développement régional, etc. L'entrepreneur pourra-t-il tout faire ? Dans quel cadre institutionnel cela sera-t-il possible ?

L'ensemble de ces interrogations peut être décliné en quatre axes de travail :

Axe 1 - "Activités vertes" et nouvelles opportunités de profit

- la création d'entreprises dans les activités « vertes »
- nouvelles stratégies d'entreprises
- études de cas & comparaisons internationales
- politique publique en faveur du développement des activités « vertes »

Axe 2- Etre entrepreneur dans une économie globalisée

- les motivations de la création d'entreprise, créer par opportunisme ou nécessité ?
- profil de l'entrepreneur contemporain quel que soit le secteur d'activité et le statut social (minorités, chercheurs, etc.)
- secteur d'activités et nouvelles opportunités d'investissement
- politique publique en faveur de la création d'entreprise
- comparaisons internationales

Axe 3 - Innovation dans les services et développement durable

- la durabilité des services : un mythe ou une réalité ?
- les éco-innovations et les éco-entrepreneurs dans les services
- innovation dans les services et innovations sociales
- étude de cas (quels que soient les promoteurs (citoyens, entreprises...) quelle que soit la taille de l'entreprise)

Axe 4 - Création d'entreprise, attractivité et trajectoires territoriales

- politique publique en faveur du développement des territoires
- mise en réseau des acteurs
- les territoires, un enjeu européen ?
- études de cas en France, en Europe ou dans le monde

L'école d'été est interdisciplinaire et accepte des contributions des sciences de l'homme et de la société. Elle est ouverte aux chercheurs de ces disciplines et elle accorde une place importante aux doctorants.

Envoi des propositions : 29 avril 2011

Proposition de 2 pages maximum à envoyer à l'adresse : rri-com@univ-littoral.fr

Réponse du comité scientifique : 27 mai 2011

Inscriptions : 8 juillet 2011



Comité d'organisation

Sophie Boutillier (GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France)
Antje Burmeister (INRETS / CLERSE, Université Lille Nord de France)
Faridah Djellal (CLERSE- Lille 1, Université Lille Nord de France)
Faïz Gallouj (CLERSE- Lille 1, Université Lille Nord de France)
Blandine Laperche (GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France) (ULCO)
Céline Merlin (CLERSE- Lille 1, Université Lille Nord de France)
Julie Ray (Réseau de Recherche sur l'Innovation, RRI, France)
Dimitri Uzunidis (GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France)
Nejla Yacoub (GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France)

Comité scientifique

Sophie Boutillier, GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France
Antje Burmeister, INRETS / CLERSE, Université Lille Nord de France
Denis Carre, Economix, Université Paris Ouest, France
Marc-Hubert Depret, Beta, Université de Nancy 2, France
Faridah Djellal, CLERSE Université de Lille 1, France
Alain Fayolle, EM Lyon, France
Colette Fourcade, Université de Montpellier 1, France
Alan Freeman, Greater London Authority, Grande Bretagne
Jean Gadrey, CLERSE Université de Lille 1, France
Faïz Gallouj, CLERSE Université de Lille I, France
Abdelillah Hamdouch, CLERSE Université de Lille I, France
Abdelhafid Hammouche, CLERSE, Université de Lille 1, France
Alexandre Hyard, CLERSE- Lille 1, Université Lille Nord de France
Blandine Laperche, GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France
Christine Liefoghe, TVES – Lille 1 Université Lille Nord de France
Gilliane Lefebvre, Economix, Université Paris Ouest, France
Nadine Levratto, Economix, Université Paris Ouest, France
Bernadette Madeuf, Economix, Université Paris Ouest, France
Michel Marchesnay, Université Montpellier 1, France
Céline Merlin, CLERSE- Lille 1, Université Lille Nord de France
Anne Mione, Université de Montpellier 1, France
Christian Poncet, LERAS RIO, Université de Montpellier 1, France
Sophie Reboud, ESC Dijon, France
Nadine Richez Battesti, Lest, Université de la Méditerranée, France
Peter Stokes, University of Kent, Grande Bretagne
Corinne Tanguy, CESAER Enesad Dijon France
Leila Temri, ERFI, Université de Montpellier 1, France
Dimitri Uzunidis, GREI/Lab.RII-ULCO/ CLERSE, Université Lille Nord de France
Eric Vernier, Associé GREI, Université du Littoral, France
Nick Von Tunzelmann, SPRU, University of Sussex, Grande Bretagne
Vivien Walsh, University of Manchester, Grande Bretagne

Partenaires (liste non arrêtée) : Institut de Gestion sociale, Maison européenne des Sciences de l'homme et de la Société, Wesford.